

ANIMA

INVESTMENT NETWORK

REVUE DE PRESSE PRESS REVIEW



(August 2017)

WEBMANAGERCENTER <small>Depuis 2000</small>	Web
	August 16, 2017

Portrait: Khalil Laabidi, le gardien du temps de l'investissement



Imperturbable, serein et sûr de lui et combien engagé, amoureux de la Tunisie et passionné par son travail, [Khalil Laabidi](#), aujourd'hui président de l'Instance tunisienne de l'investissement, après avoir été DG de la FIPA, avait forcé notre admiration nous autres Tunisiens lors du dernier Forum Attijari Wafa Bank organisé en mars dernier autour du thème «Les nouveaux modèles de croissance inclusive en Afrique», lorsque, lors d'un panel, il a défendu

le site Tunisie bec et ongles réagissant positivement aux questions provocatrices de la journaliste chargée d'animer le panel dédié au site Tunisie.

Une très grande maîtrise de ses dossiers lui a permis de répondre avec force détails et arguments à toutes ses interrogations, pas vraiment innocentes, et où l'animatrice ira jusqu'à lui dire que la toute puissante UGTT ne plaide pas en faveur de l'encouragement des investissements en Tunisie. Loin d'être désarçonné, Khalil Laabidi lui rétorqua que les investisseurs considèrent que les compétences sont un facteur déterminant pour eux, ce dont est riche la Tunisie. «En dépit des problèmes de stabilité politique et des revendications sociales fortes et exigeantes, la Tunisie offre une réelle opportunité dans toute la région, c'est le pays des niches qui ne demandent qu'à être mises en lumière».

Cet économiste de formation, diplômé de l'Ecole nationale des impôts de France (ENI, 1996) et de l'Ecole nationale d'administration (ENA – Tunisie, 1997), enseignant la fiscalité à l'Université Paris Dauphine de Tunis et titulaire d'un certificat de formation de la Banque mondiale sur la «Solution mondiale pour le commerce intégré WITS, mérite amplement le poste qu'il occupe aujourd'hui.

Ses relations avec ses collaborateurs sont empreintes de respect et de reconnaissance du travail de l'autre: «Je préfère le mot "coéquipiers" à celui "collaborateurs", et je pense que le travail d'équipe, c'est la clé de la réussite. Comme disait Mandela, "aucun de nous, en agissant seul, ne peut atteindre le succès". Je reste convaincu que la première ressource d'une institution, quelle qu'elle soit, ce sont les femmes et les hommes qui y travaillent, et je suis conscient que le facteur managérial et relationnel y tient incontestablement un rôle décisif dans la performance de l'équipe. Cela suppose évidemment un ensemble de facteurs techniques et organisationnels adaptés tels que le management par processus pour optimiser la performance de chaque coéquipier en réunissant les équipes autour de projets, une communication interne continue et pertinente et un système d'informations de qualité».

Tout au long de sa carrière professionnelle, il a assuré nombre de missions au sein de l'Administration tunisienne dont la négociation des conventions internationales de non double imposition et la coopération avec l'OCDE, mais il a également fait partie du groupe des experts des Nations unies sur des sujets de fiscalité internationale. C'est lui qui présidait le réseau méditerranéen des Agences de promotion de l'investissement «**ANIMA Investment**

Network», avant d'être nommé président de l'Instance tunisienne de l'investissement depuis avril 2017.

«Ma mission à la FIPA a été axée sur la restructuration de l'attractivité de notre pays dans l'objectif de réussir la transition économique de la Tunisie. Une attractivité que l'on veut durable, qui aura à assurer un positionnement de la Tunisie dans les secteurs à haute valeur ajoutée et baliser le chemin de l'innovation. Le moment fort par excellence était la publication de la nouvelle loi de l'investissement, entrée en vigueur le 1er avril 2017. L'entrée en vigueur de cette loi est considérée comme un pas important pour assurer une économie plus efficace et plus ouverte. Elle constitue une composante de la politique de promotion de l'investissement dans le pays et elle répond aux interrogations que l'investisseur tunisien ou étranger peut se poser sur le cadre de l'investissement en Tunisie, les encouragements, les incitations financières ainsi que la gouvernance de l'investissement».

Khalil Laabidi a été désigné président du comité d'organisation de la Conférence internationale sur l'investissement "[Tunisia 2020](#)" en novembre 2016. Il en est fier. Pour lui, la conférence a été une réussite à plus d'un titre. De par la qualité des invités politiques de hauts rangs, des chefs de gouvernement, des établissements financiers internationaux, du secteur privé local et international, et de par les engagements pris par les partenaires de la Tunisie venus nombreux apporter leur soutien à la transition politique et économique du pays.

Pour lui, l'organisation du Forum de l'investissement en Tunisie (TIF) reste vraisemblablement l'un des événements les plus marquants au niveau de la FIPA. «A chaque édition du TIF, nous recevons en moyenne 1.900 participants dont 900 étrangers venus des quatre coins du monde, ce qui souligne l'intérêt qu'ils portent à l'investissement en Tunisie. Je saisis l'occasion pour vous informer que la 17ème édition du TIF se déroulera les 09 et 10 novembre 2017...»

Le premier défi de Khalil Labidi en tant que DG de la FIPA avait été de garder les investisseurs sur place, de les encourager à rester et continuer leurs activités en Tunisie. «Nous avons dû, pour cela, déployer un double effort en termes d'assistance, d'encadrement et de résolution de problèmes administratifs, sociaux et autres; nous avons évité le départ de plusieurs investisseurs de la Tunisie et nous avons même pu les convaincre d'étendre leur activité dans notre pays».

Changement de stratégie pour les nouveaux investisseurs

Concernant les nouveaux ou potentiels investisseurs, la politique d'intervention de la FIPA a été axée sur deux aspects: la promotion sectorielle -beaucoup plus que la promotion générale-, et le contact direct avec les investisseurs (porte-à-porte) au lieu des grandes manifestations, salons et foires. «Nous avons par ailleurs mis en place une politique «d'attraction de locomotives», à savoir l'attraction les grands groupes internationaux qui pourraient, par leur investissement dans le pays, attirer d'autres investisseurs dans leur giron. Nos arguments pour les convaincre sont clairs et nets: la Tunisie est un site très compétitif du fait de la profondeur de son marché de travail et la qualité des compétences qui défient toute concurrence».

Pour lui, il est capital de monter en gamme, afin d'intégrer les chaînes de valeurs mondiales et accélérer la diversification et la sophistication de l'économie nationale. Une telle intégration pourra déclencher toute une série de dynamiques économiques, sociales, industrielles et technologiques qui peuvent conduire à une transformation de notre situation économique. «C'est ainsi que je m'adresse aux investisseurs réticents, en négociant des projets avec de nouvelles visions et de nouvelles perspectives pour coller aux enjeux qui touchent l'économie de notre pays, de la région et de la Méditerranée».

Quant à ses relations avec les médias, eh bien, c'est une autre histoire. «Je pense que les médias sont devenus plus exigeants et plus critiques et parfois intransigeants et c'est normal.

J'espère toutefois qu'ils ne tombent pas dans des excès nocifs pour notre pays. En évitant la langue de bois et en adoptant un discours sincère et véridique, nous pouvons établir des relations de confiance et de partage avec les médias».

Il n'est cependant pas très tendre avec la classe politique, les experts et les acteurs économiques. «La maturité et le pouvoir de discernement n'ont pas été toujours l'axe de leurs actions, animés par des objectifs électoraux pressants, la tâche de conjuguer "l'économiquement correct" au "politiquement acceptable" a été difficile, mais le jeu en vaut la chandelle, et par le dialogue nous finissons toujours par convaincre».

Optimiste de nature, Khalil Laabidi est convaincu que le meilleur reste à venir. «Ma conviction n'est pas fortuite, il suffit de regarder attentivement et d'analyser l'environnement dans lequel nous évoluons. Le cœur de notre métier consiste à mobiliser des investissements directs et de consolider nos relations avec nos différents partenaires. Notre révision du cadre de l'investissement en Tunisie et la parution de la nouvelle loi étaient dans l'objectif d'aboutir à un climat d'affaires qui puise ses fondements dans les spécificités tunisiennes mais qui tienne compte également des expériences internationales et surtout des attentes des investisseurs internationaux. C'est ce qui m'encourage à considérer que la Tunisie est bien sur la bonne voie pour un horizon prometteur durant les prochaines années et c'est ce qui me motive, à chaque levée du soleil, pour donner le meilleur de moi-même».

Khalil Laabidi bataille pour la transformation de l'économie nationale, soit une condition sine qua non d'une reprise durable qui donnera des signes positifs à la communauté internationale des affaires. Le Plan de développement économique et social 2016-2020 annonçant les prémices d'un changement de vision de l'œuvre de développement, à commencer par le premier axe stratégique relatif aux réformes et bonne gouvernance pour accélérer la réalisation des projets publics et privés et les projets en partenariat public-privé, clé de voûte pour une optimisation des ressources et une meilleure efficacité aux niveaux des résultats, lui permet d'y croire...

A la tête de l'Instance Tunisienne de l'Investissement (Tunisia Investment Authority – TIA), il s'est entouré d'une équipe de jeunes dynamiques, hautement qualifiés et prêts à relever des défis de toute nature par l'innovation et la créativité, et ce même en développant les procédures de travail et de traitement des projets d'investissement. La TIA sera l'interlocuteur unique, le «one stop shop», qui veillera à faciliter la vie aux investisseurs en leur permettant de suivre en temps réel l'avancement de leurs requêtes et de leurs dossiers. «Nous serons les gardiens du temps pour répondre aux investisseurs dans les délais. Nous sommes en train de réduire le nombre des autorisations nécessaires à l'investissement et de rendre effectif le système des incitations financières et fiscales pour qu'il réponde le mieux aux exigences de la période en matière d'investissement. Alors, une Tunisie prospère, là où l'investissement libre draine une croissance inclusive qui profite à toutes les catégories sociales, c'est comme ça que je la vois».

Amel Belhadj Ali

Source : <http://www.webmanagercenter.com/2017/08/16/409208/portrait-khalil-laabidi-le-gardien-du-temps-pour-des-investissements/>

	Web
	August 24, 2017

Plateformes de partage: L'avenir du tourisme?

L'OCDE a consacré, dans son dernier rapport biennal sur les «Tendances et politiques du tourisme»(1), un long chapitre à l'économie collaborative et aux politiques propices à son développement. En même temps, rencontres et conférences internationales se multiplient sur les plateformes de partage et les smart destinations touristiques montrant que la révolution du digital n'a fait que commencer et qu'elle aura des répercussions aux enjeux inimaginables pour la gouvernance touristique des villes et des territoires.

Créer, cocréer, recréer

Quels sont ces enjeux? Selon l'OCDE, l'essor des plateformes de partage (ou collaboratives) crée de «nouveaux marchés dans des domaines aussi divers que les transports, l'hébergement, le voyage et la restauration..., mais posent également des problèmes épineux aux opérateurs existants et soulèvent des questions d'ordre plus général dans des domaines tels que la protection des consommateurs, la fiscalité et la réglementation».

Aux responsables des politiques du tourisme de réagir et de combler les vides de régulation et de réglementation alors que l'on tente de trouver des solutions globales au-delà des traditionnelles: les nouveaux modèles économiques (NEM) sont censés répondre aux Objectifs du développement durable (SDG) définis par les Nations unies. Ils sont basés sur l'économie sociale et solidaire, l'économie du bien-être et de l'intérêt général, l'économie du partage («sharing economy» en anglais, traduite peut-être mal en économie collaborative), l'économie circulaire, le commerce équitable, l'économie de la transition énergétique, et même l'économie de la décroissance. Tous ces modèles alternatifs ont un impact direct et indirect sur le tourisme.

Un nouvel ordre économique et social conçu sur des données massives (Big Data-informations recueillies par les technologies de l'information et de la communication) émerge pour créer, cocréer et recréer des produits et services innovateurs répondant à la demande touristique internationale et nationale et au besoin de création d'emplois. Le nombre de startups explose dans tous les continents, même en Afrique; la Silicon Valley ne serait pas le meilleur modèle en raison des inégalités qui s'y creusent. L'Union européenne a une autre vision plus inclusive, plus solidaire, avec, par exemple, l'initiative «Smart Cities Information System» dans le contexte de l'horizon 2020 pour multiplier les échanges et les solutions créatives par une meilleure connaissance de pratiques inspirantes et de cas d'études.

Pour la Méditerranée, cela s'est traduit, parmi d'autres, par l'initiative CAT-MED, la plateforme des modèles urbains durables. Son objectif principal était le développement durable de la ville méditerranéenne où le tourisme va peser de plus en plus. Il faudra partager des services publics, assurer la cohésion territoriale, sociale et technologique, développer l'emploi, éviter des désagréments comme les nuisances sonores nocturnes, et promouvoir la participation citoyenne et le débat public. Réseaux sociaux et plateformes d'échange et de partage vont désormais jouer un rôle déterminant comme le souligne sa Charte de Malaga, certes signée en 2011, mais qui prend une nouvelle signification avec la demande démocratique d'open data

(données ouvertes au public) et d'indicateurs facilitant la gouvernance des villes et territoires. **The Next Society** est une autre plateforme récente soutenue par la Commission Européenne, réunissant plus de 30 partenaires de 15 pays euro-méditerranéens sur l'innovation et la création de hubs et clusters de développement durable utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Comment les professionnels du tourisme pourront réagir? Comme le souligne l'OCDE, les nouveaux fournisseurs de services et de produits utilisant des plateformes d'échange proviennent de filières non conventionnelles. Face à eux, les acteurs traditionnels de l'hôtellerie- restauration, des transports et des loisirs «doivent prendre les devants et se montrer innovants pour répondre à ces évolutions».

De l'économie collaborative à l'économie circulaire

Une des pistes les plus prometteuses permettant de réduire l'impact du tourisme sur son environnement et de créer des emplois serait celle de l'économie circulaire appliquée au tourisme. Selon la définition la plus largement acceptée, l'économie circulaire vise d'abord à une consommation sobre et responsable des ressources et à la multiplication des déchets par leur réutilisation pour d'autres produits et services. L'économie circulaire suit des mécanismes de création de valeur à partir de la consommation de ressources limitées.

Selon l'Institut de l'économie circulaire, dont le siège est à Paris, il s'agit d'optimiser l'utilisation des flux de matière et d'énergie et de repenser le cycle de vie des objets de la même manière que fonctionnent les écosystèmes naturels. Ces «boucles de valorisation positive» ont pour objet d'éviter le gaspillage des ressources tout en assurant la satisfaction du consommateur.

La Commission européenne vient de lancer un dispositif pilote «Innovation Deals» pour réduire les barrières à l'innovation et contribuer au plan d'action de l'Union européenne sur une économie circulaire efficace. La conséquence sera d'accélérer la transition énergétique et d'améliorer la valeur des produits, des matériaux et des ressources de façon durable. Les projets retenus bénéficieront d'un cadre de coopération entre les institutions territoriales, les nations et les Etats membres et associés.

Le monde du tourisme aurait tout à gagner à populariser ces types de projet, comme ce qui est en train de se passer en Chine où les recherches sur l'économie circulaire et le tourisme sont très avancées. Les chercheurs chinois multiplient les travaux sur l'économie circulaire appliquée au tourisme. Leur formule est celle d'une ingénierie de systèmes complexes autour de l'économie, du social et de l'environnemental, renforçant une éthique écologique et encourageant la participation aussi bien des locaux que des touristes eux-mêmes.

De son côté, la revue francophone Espaces, tourisme et loisirs a consacré en 2017 un dossier(2) sur le partage au cœur des stratégies touristiques. On y lit que l'économie circulaire touristique, c'est surtout rencontrer les habitants et vivre comme un résident. La ville de Paris fera du label «économie circulaire», un des points forts de sa candidature à l'accueil des Jeux Olympiques et paralympiques de 2024.

Barcelone refuse la loi de Airbnb

ALORS que Barcelone fête les 25 ans des Jeux Olympiques de 1992 qui lui ont permis de monter sur le podium des destinations touristiques, les signes d'une asphyxie par le tourisme se multiplient et elle veut s'en défendre. Des associations de quartier descendent dans la rue pour se plaindre des bruits nocturnes, des embouteillages dus aux bus de croisiéristes, de la cherté de la vie et des loyers et des groupes anti-Airbnb se sont même formés pour occuper

des locations touristiques illégales. Ana Colau, son maire, a tenté, contre la volonté des professionnels du tourisme, de freiner ce succès avec un moratoire sur les hébergements. Depuis quelques mois, ce sont les plateformes de location d'hébergement touristique qui sont sa cible. En mai dernier, HomeAway, Booking, Tripadvisor, Rentalia et Apartur ont voulu négocier et se sont réunies avec les services municipaux pour combattre les pratiques illégales de location de logements touristiques. Seule Airbnb n'était pas là, or c'est la plus importante de ces plateformes. Un bras de fer a donc commencé qui semble aller vers un règlement. Airbnb fera en sorte de réduire la massification touristique de certains quartiers comme CiutatVellat en limitant le nombre des appartements à louer. Airbnb déclare haut et fort qu'elle contrôlera la légalité des locations qu'elle propose et qu'elle acquittera toutes les taxes de séjour auxquelles ces locations sont soumises. Mais payera-t-elle les amendes qui l'ont sanctionnée?

(1) OCDE (2016), «Des politiques propices à l'économie collaborative dans le tourisme», dans *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2016*, Éditions OCDE, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/tour-2016-7-fr>

(2) Dossier «Le partage avec les habitants au cœur des stratégies touristiques // Observer pour agir», *Revue Espaces tourisme et loisirs*, mars 2017, Paris.

Source : <http://leconomiste.com/article/1016571-plateformes-de-partage-l-avenir-du-tourisme>

	Web
	August 1, 2017

Nations Unies : The Next Society et EDILE distinguées comme bonnes pratiques en MED

La Commission Méditerranéenne de Développement Durable (CMDD), liée au Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a tenu sa 17ème réunion à Athènes du 4 au 6 juillet 2017.



La CMDD constitue un forum de discussion et d'avancement des questions de développement durable en région méditerranéenne. Elle rassemble, sur un pied d'égalité, des représentants gouvernementaux des 22 parties contractantes (Albanie, Algérie, Bosnie et Herzégovine, Chypre, Croatie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban,

Libye, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, Slovénie, Syrie, Tunisie, Turquie et l'Union Européenne), des autorités locales, des acteurs socio-économiques et des ONG. Le réseau ANIMA en est membre depuis 2015.

Les initiatives THE NEXT SOCIETY et EDILE, toutes deux mises en oeuvre par ANIMA et ses partenaires, ont été [présentées](#) lors de la réunion. Elles ont recueilli le plein soutien de la CMDD, qui les a distinguées comme bonnes pratiques en matière de développement durable en Méditerranée.

[THE NEXT SOCIETY](#) est une communauté d'acteurs du changement engagés dans l'innovation et le développement économique. Elle réunit des entrepreneurs, des investisseurs, des entreprises, des ONG, des pôles de développement économique, d'innovation et de recherche publics et privés d'Europe et des pays méditerranéens. Elle regroupe déjà un vaste réseau de plus de 300 organisations d'affaires, d'innovation, de recherche et d'investissement, 2 500 PME et entrepreneurs internationaux venant de 30 pays.


Améliorer les cadres réglementaires, favoriser le succès des start-ups, promouvoir et internationaliser les clusters, soutenir les bureaux de transfert de technologie: THE NEXT SOCIETY active les changements à chaque niveau et ambitionne d'accompagner le changement dans la région, en plaçant le secteur privé au cœur du dialogue et des dispositifs sur l'innovation et la compétitivité. THE NEXT SOCIETY se fait l'écho d'une philosophie inclusive, basée sur la responsabilité sociale des entreprises et accompagne l'émergence de talents et de nouveaux leaders en ciblant les start-ups, les clusters et les structures de transfert technologique.

L'initiative EDILE vise quant à elle à maximiser les impacts locaux positifs des projets d'investissement, particulièrement en termes d'emploi, de sous-traitance et de respect de l'environnement. EDILE propose une méthode de notation portant sur les impacts locaux des projets d'investissement. Cette méthode constitue un outil de pilotage simple et pratique pour

les entreprises soucieuses de leur efficacité : maîtriser ses impacts locaux, c'est améliorer son efficacité en termes de coûts (choix de sous-traitants et de partenaires locaux, optimisation des consommations de ressources) et de maîtrise de la qualité (achat de matières premières locales, motivation des salariés, meilleure gestion des risques). La méthode de notation EDILE constitue également un outil d'évaluation concret pour les organisations publiques ou privées en charge de mettre en œuvre ou d'appuyer des projets d'investissement, leur permettant in fine de mesurer le « développement inclusif » appelé par tous. L'initiative EDILE a d'ailleurs reçu le label des 43 pays de l'[Union pour la Méditerranée](#) en 2015.

Pour en savoir plus, consulter les sites du [Plan d'Action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement](#), de l'initiative [THE NEXT SOCIETY](#) et d'[EDILE](#) et la [présentation](#) faite lors de la 17ème réunion de la CMDD

Source : <http://euro-mediterranee.blogspot.fr/2017/08/nations-unies-next-society-et-edile.html>

 REVUE DE PRESSE : ACTUALITES D'AFRIQUE	Web
	August 27, 2017

Euro-Med Green Energy Business Roadshow au Caire

Dans le cadre d'EUROMED Invest, l'événement d'affaires Euro-Med Green Energy Business Roadshow a eu lieu au Caire en décembre 2015. Son objectif consistait à améliorer la coopération d'affaires entre l'Égypte et les pays de l'UE, ainsi que les relations Sud-Sud et les investissements directs à (...)

[\[Lire l'article complet dans Euro-Méditerranée\]](#)

Source : <http://www.africain.info/news=1432519>

	Web
	August 27, 2017

Euro-Med Green Energy Business Roadshow au Caire

Dans le cadre d'EUROMED Invest, l'événement d'affaires Euro-Med Green Energy Business Roadshow a eu lieu au Caire en décembre 2015.



Son objectif consistait à améliorer la coopération d'affaires entre l'Égypte et les pays de l'UE, ainsi que les relations Sud-Sud et les investissements directs à l'étranger dans le secteur des énergies renouvelables.

En Égypte, la réduction des subventions pour les énergies fossiles, l'adoption récente de la loi sur l'énergie renouvelable et l'établissement des tarifs de rachat a donné lieu à un essor exceptionnel dans le secteur de l'énergie verte.

Parmi les participants, Tawfik Hany, actuellement directeur technique pour OCEANIA ENGINEERING SYSTEMS, une société basée en Egypte, a bénéficié du roadshow d'affaires EUROMED Invest sur les énergies vertes avec l'objectif principal de se créer un réseau de professionnels expérimentés dans le secteur et d'approfondir sur les dernières tendances et technologies des énergies renouvelables.

GACIC, ASCAME, BusinessMed, UHCCI, CEEBA, Eurochambres et FEDCOC sont très satisfaits d'avoir organisé ce roadshow en mobilisant 150 participants dont 30 entreprises européennes, clusters et Organisations de soutien aux entreprises.

« La qualité des conférenciers et des présentations pendant l'événement fut très haute ; cela m'a aidé à avoir une meilleure vision de la situation actuelle du secteur. J'ai également eu des contacts avec des professionnels et des PME de la région qui recherchent de nouvelles opportunités d'affaires en Egypte »

Tawfik HANY - Oceania Engineering systems.

« Grâce au programme EUROMED Invest, 1 000 projets d'entreprise ont été mobilisés, autour de 4 500 réunions d'affaires et aboutissant à 720 partenariats commerciaux et investissements directs étrangers »

Dr. Alaa Ezz - Association CEEBA.

Source : <http://euro-mediterranee.blogspot.fr/2017/08/euro-med-green-energy-business-roadshow.html>

Africain.info <small>REVUE DE PRESSE : ACTUALITES D'AFRIQUE</small>	Web
	August 27, 2017

Success Story - Production conjointe de produits laitiers typiques et innovants entre la Grèce et l'Égypte

Dans le cadre du projet EUROMED Invest, une mission de mentorat entre deux entreprises méditerranéennes a été organisée entre septembre 2016 et mars 2017 entre deux producteurs de fromages. L'objectif consistait à définir les bases d'un partenariat durable entre les deux participants. En effet, les (...)

[\[Lire l'article complet dans Euro-Méditerranée\]](#)

Source : <http://www.africain.info/news=1432523>

	Web
	August 27, 2017

Success Story - Production conjointe de produits laitiers typiques et innovants entre la Grèce et l'Égypte



Dans le cadre du projet EUROMED Invest, une mission de mentorat entre deux entreprises méditerranéennes a été organisée entre septembre 2016 et mars 2017 entre deux producteurs de fromages. L'objectif consistait à définir les bases d'un partenariat durable entre les deux participants.

En effet, les producteurs de fromages grecs et égyptiens Kissas et Daoud Trading se sont rencontrés lors de l'activité B2B dans le cadre d'ENPI CBC MED LACTIMED en 2015. Les entreprises ont convenu d'étudier la possibilité d'une coentreprise pour la production de fromage à destination des clients égyptiens, arabes et européens en exploitant leurs installations à Mouzaki et à Alexandrie.

Grâce au soutien de GACIC et du programme de mentorat pour entrepreneurs EUROMED Invest, les deux sociétés ont organisé la première mission d'échange en septembre 2016.

Les deux entreprises ont convenu que leur projet commun conduirait à une situation gagnant-gagnant en soutenant l'internationalisation et l'amélioration des normes de production de Daoud Trading et l'élargissement des marchés d'exportation pour la PME grecque Kissas. Ils ont ensuite décidé d'établir une coentreprise afin de mettre en place une usine de production de fromage feta en Égypte, en s'appuyant sur les installations existantes de Daoud Trading à Alexandrie. L'accord comprend également la mise à niveau des installations de fabrication existantes de Daoud Trading, comme l'introduction d'un filtre à air, d'une zone d'échange séparée pour les travailleurs, ainsi que des activités conjointes de commercialisation et d'exportation.

« Notre travail a porté ses fruits, nous avons un accord solide pour développer une production commune avec Kissas et nous avons une commande d'exportation de 10 conteneurs pour la Grèce. Je suis heureux et reconnaissant, l'accompagnement d'EUROMED Invest a rendu cela possible en soutenant notre initiative » souligne Amr Daoud, propriétaire et directeur général de Daoud Trading, Égypte.

Daoud Trading, produira désormais du fromage égyptien dans les installations de Kissas pour pouvoir surmonter l'interdiction d'importer des produits laitiers égyptiens dans l'UE.

Pour discuter plus en détail de la coopération ainsi que pour voir les équipements éventuels qui doivent être achetés pour construire l'installation en Égypte, une deuxième réunion

d'affaires a eu lieu en mars 2017 lorsque M. Amr Daoud s'est rendu à Thessalonique pour rendre visite à M. Dimitris.

Outre la coopération de Kissas, M. Daoud a également conclu un accord de représentation avec une autre société grecque basée en Bulgarie.

Source : <http://euro-mediterranee.blogspot.fr/2017/08/success-story-production-conjointe-de.html>

Euro-Méditerranée 	Web
	August 13, 2017

EUROMED Invest – Mentorat sur les systèmes d'éclairage à énergie solaire pour les villes intelligentes



Dans le cadre du projet EUROMED Invest, une mission de mentorat entre deux entreprises méditerranéennes a été organisée de mai à décembre 2016.

L'objectif principal était de définir les bases d'un partenariat durable entre SIARQ, une société basée à Barcelone qui a breveté des systèmes d'éclairage à énergie solaire pour les villes intelligentes et LYDEC, un concessionnaire pour l'éclairage public à Casablanca.

Un premier contact entre les deux sociétés a eu lieu pendant HUB AFRICA, un événement d'affaires soutenu par EUROMED Invest, qui s'est tenu à Casablanca les 7 et 8 avril 2016, durant lequel des réunions BtoB avaient été organisées.

Lors de cet événement, LYDEC a montré un fort intérêt pour intégrer la technologie SIARQ dans le service public d'éclairage de la ville. À la suite de cette rencontre, la Chambre de commerce italienne pour la France à Marseille a accompagné Joseph CURTO, représentant de SIARQ, dans le cadre de ses échanges avec la municipalité de Casablanca et les divers acteurs en charge du développement urbain de la ville.

Depuis avril 2016, plusieurs échanges d'e-mails ont été effectués entre SIARQ et les représentants de la municipalité, jusqu'à ce qu'une réunion ait eu lieu pendant le congrès SMART CITY WORLD EXPO, du 14 au 18 novembre à Barcelone. SIARQ et la municipalité de Casablanca avaient leurs stands à ce congrès. Les représentants de SIARQ ont ainsi eu l'opportunité de rencontrer plusieurs interlocuteurs, y compris le maire adjoint de Casablanca, un représentant du Centre régional d'investissement du grand Casablanca et des représentants de 2 organisations (CASA Développement et Casablanca Événements & Animation) qui participent à l'organisation d'événements et plus particulièrement d'événements sur le sujet de l'urbanisme.

Ils se sont intéressés au développement d'un programme de sensibilisation pour les entreprises et le public, afin de promouvoir la compréhension et l'utilisation des outils «intelligents» offerts par SIARQ.

La méthodologie SIARQ fournit notamment une approche très spécifique et participative. Avant l'installation de chaque éclairage public, l'entreprise a développé un processus appelé « Solar Hub Open Collaboration » (SHOC), qui se déroule en plusieurs étapes :

- Rechercher un partenaire privilégié pour soutenir et financer le travail de SIARQ,
- Développer un atelier pour comprendre les besoins de la population et des entreprises à proximité d'éclairage public afin de l'adapter aux besoins locaux,

Installer le produit, qui peut ensuite intégrer des technologies supplémentaires mises en œuvre par des start-ups de produits innovants.

SIARQ a informé LYDEC de ces échanges positifs avec la municipalité de Casablanca et le contact est encore en cours. Pour ces raisons, le processus d'installation de l'équipement de SIARQ sur le territoire sera sûrement long, mais l'intérêt des deux parties reste très élevé.

Pour plus d'informations : visitez les sites web de [SIARQ](#) et [LYDEC](#).

Source : <http://euro-mediterranee.blogspot.fr/2017/08/euromed-invest-mentorat-sur-les.html>